



République du Sénégal

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

-----  
**DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE**

---

**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE  
EN 2004 ET PERSPECTIVES EN 2005**

**Janvier 2005**



## Table des Matières

<b>INTRODUCTION -RESUME .....</b>	<b>2</b>
<b>ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....</b>	<b>4</b>
<b>1. CROISSANCE ET COMPETITIVITE .....</b>	<b>5</b>
1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2004 .....	5
1.1.1. Les ressources du PIB .....	5
1.1.2. Les emplois du PIB.....	6
1.1.3. Inflation et Compétitivité.....	7
1.2. Perspectives en 2005 .....	7
1.2.1. Les ressources du PIB.....	7
1.2.2. Les emplois du PIB.....	9
<b>2.. LES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>10</b>
2.1. Exercice budgétaire en 2004 .....	10
2.1.1. Les recettes budgétaires .....	10
2.1.2. Les dépenses .....	11
2.1.3. La dette publique.....	11
2.2. Projections budgétaires en 2005.....	12
2.2.1. Les recettes budgétaires .....	12
2.2.2. Les dépenses .....	13
2.2.3. La dette publique.....	14
<b>3. LA BALANCE DES PAIEMENTS .....</b>	<b>15</b>
3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2004 .....	15
3.1.1. Evolution de la balance courante .....	15
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	16
3.1.3. Le solde global.....	17
3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2005.....	17
3.2.1. Evolution de la balance courante .....	17
3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	18
3.2.3. Le solde global.....	18
<b>4. LA SITUATION MONETAIRE.....</b>	<b>19</b>
4.1. Evolution de la situation monétaire en 2004 .....	19
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets .....	19
4.1.2. Le crédit intérieur .....	19
4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2005 .....	20
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets .....	20
4.2.2. Le crédit intérieur .....	21

**INTRODUCTION -RESUME**

L'environnement économique et financier est marqué en 2004 par une flambée du prix du baril de pétrole qui a dépassé 50 dollars en septembre 2004 et d'importantes infiltrations d'essaims de criquets pèlerins dans le territoire sénégalais. Malgré ces facteurs exogènes, le niveau de l'activité est resté soutenu consolidant les acquis de croissance des dernières années. Les effets du péril acridien ont été limités, grâce à une bonne mobilisation de ressources (matérielles et financières) internes et externes et une protection efficace des grandes zones de production, notamment celles du sud.

Les estimations des ressources et emplois du PIB laissent apparaître un taux de croissance de 6% grâce à une bonne tenue de l'ensemble des secteurs. Le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) se situe à 0,5%. Les perspectives 2005 sont établies à partir du cadrage macroéconomique 2005-2007 qui tient compte des objectifs de croissance mais également de la mise en œuvre des orientations stratégiques du DSRP qui sont en cohérence avec la loi de finances 2005. Elles traduisent la volonté de l'Etat de porter le taux de croissance économique réelle à plus de 6%, tout en maintenant le cadre macroéconomique assaini et en assurant la soutenabilité de la dette publique.

Au plan budgétaire, le solde budgétaire de base (hors dépenses PPTE et Coûts Temporaires des Réformes Structurelles CTRS) dégage un excédent de 1,2% en 2004. En 2005, ce solde dégagerait un excédent de 0,6% du PIB en raison des importantes dépenses d'infrastructures routières avec notamment le Programme Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU).

Pour ce qui est de la dette, le Sénégal a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en avril 2004. L'impact des allègements qui l'ont suivi s'est caractérisé par un endettement extérieur soutenable. La dette publique extérieure se situe aujourd'hui à 46,4% du PIB contre 54,5% en 2003.

S'agissant de la position extérieure, le déficit du solde des transactions courantes passe de 6,8% en 2003 à 7,3% en 2004, du fait particulièrement du déficit commercial. Les perspectives pour 2005 laissent apparaître un déficit du compte extérieur courant de 309,3 milliards, soit 7,1% du PIB, en raison de la persistance du déficit commercial.

Enfin, la situation monétaire en 2004 est marquée par un renforcement de 65,2 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 0,9% du crédit intérieur et une progression de 6,5% de la masse monétaire, en ligne avec la croissance du PIB nominal. La politique monétaire en 2005 continuera à viser la stabilité des prix et le renforcement des réserves de change au moyen d'instruments axés sur les forces du marché. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires augmenteraient de 23,8

milliards tandis que la progression de la masse monétaire serait contenue à 5,6%, et les crédits intérieurs devraient croître de 5%.

**ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

La croissance économique mondiale est estimée à 4,5% en 2004 contre 3,6% en 2003, en dépit d'un environnement international marqué par une nouvelle tension des marchés pétroliers et une dépréciation persistante du dollar vis-à-vis des principales devises dans l'OCDE. En perspective pour 2005, le niveau de l'activité économique mondiale est attendu en baisse.

Le commerce mondial a enregistré en 2004 une croissance estimée à 8,5% contre 5,5% en 2003, en raison de l'embellie de la conjoncture économique. En 2005, avec le ralentissement attendu de l'activité économique mondiale, le taux de progression des échanges commerciaux est attendu à 7,4%.

Sur le marché de change, l'année 2004 se caractérise par la poursuite de l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. En 2005, les perspectives restent fortement dépendantes des incertitudes sur le marché des actions, du taux de change et des produits pétroliers.

Sur les marchés de matières premières, l'évolution des cours en 2004 a été très contrastée. Pour la plupart des produits agricoles, la tendance des prix s'est orientée vers un infléchissement alors qu'au niveau des produits industriels, notamment pétroliers, les marchés ont atteint des niveaux exceptionnellement élevés. En ce qui concerne les produits oléagineux, la chute des cours est principalement liée, d'une part, aux effets d'annulation des nombreux contrats d'achats de soja par la Chine dans le cadre d'une politique de restriction monétaire et, d'autre part, aux prévisions de récoltes abondantes attendues en 2005. S'agissant du marché du coton, il est prévu une production mondiale record, en hausse de près de 25% en 2004/2005, entraînant une chute des cours de l'ordre de 30%.

S'agissant de l'activité économique dans les pays de l'Afrique de l'ouest, notamment ceux du CILSS, l'année 2004 est marquée par d'importantes infiltrations de criquets pèlerins dans les parties nord (Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger), dans un contexte d'appréciation continue de l'euro vis-à-vis du dollar et de persistance de la crise ivoirienne. La production céréalière a fortement baissé en 2004 (-14% au Burkina Faso, -67% au Cap Vert, -43% en Mauritanie, -12% au Niger et -21% au Sénégal). Cette baisse de la production céréalière accentuerait la tension sur les prix, notamment ceux des produits alimentaires en 2005.

## 1. CROISSANCE ET COMPETITIVITE

### 1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2004

#### 1.1.1. Les ressources du PIB

Après la reprise observée en 2003, le rythme de l'activité économique s'est consolidé en 2004, grâce à une bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire. En conséquence, la croissance réelle du PIB est estimée à 6% en 2004 après 6,5% en 2003.

La croissance du **secteur primaire** est estimée à 2,3% en 2004 contre 19,8% en 2003 en raison du ralentissement du sous-secteur agricole. En effet, ce sous secteur ne croît que de 2% suite à la baisse de 21% de la production céréalière consécutive au péril acridien dans la partie nord du pays, la zone sud (bassin arachidier) ayant été moins affectée par les criquets, les cultures industrielles (notamment arachide et sésame) ont enregistré de grandes performances. Ainsi, la production arachidière augmente de 30% tout en restant en dessous du potentiel.

Le sous-secteur de l'élevage a progressé de 5% en 2004 en raison de l'amélioration des rendements consécutive à la poursuite de la politique de promotion de la production locale de viande.

Concernant la pêche, la production est estimée en baisse de 5% en 2004, du fait du recul du rythme de l'activité de la pêche artisanale et de l'utilisation rationnelle des ressources halieutiques avec notamment la pose biologique observée au troisième trimestre.

En rapport avec la politique de maintien de l'équilibre écologique, la croissance du sous-secteur de la forêt est évaluée à 4,0% en 2004.

S'agissant du **secteur secondaire**, sa croissance est estimée à 6,7% grâce à la bonne tenue de l'ensemble des sous-secteurs, exceptées les mines et les huileries. En effet, malgré la disponibilité, en année pleine du phosphate de la carrière de Tobène, le sous-secteur des mines et carrières enregistrerait une baisse de 5,2% en 2004, en raison de la diminution de l'activité d'extraction d'autres mines et carrières, notamment le sel.

L'activité des huileries poursuit sa tendance baissière amorcée depuis 2002. En effet, après les baisses de 9,6% en 2002 et 22,8% en 2003, le secteur accuse un nouveau repli de 16% en 2004. Cette contre performance est imputable à l'insuffisance des graines destinées à la trituration en raison du faible niveau de collecte et de l'épuisement des stocks de graines d'arachides d'huileries.

Grâce aux investissements réalisés, visant à augmenter la capacité de production et à l'amélioration de la gestion de la principale entreprise, auxquels s'ajoutent les performances

enregistrées dans l'électrification rurale, le sous-secteur de l'énergie a maintenu un niveau d'activité satisfaisant avec une croissance de 3,4% en 2004.

S'agissant du sous-secteur du Bâtiment et Travaux Publics, sa croissance reste très soutenue en raison des investissements publics en infrastructures de base et du dynamisme de la construction de logements des ménages. Le sous-secteur enregistre une hausse de 13% en 2004 contre 10,5% en 2003.

Nonobstant la persistance de l'environnement peu favorable pour l'acide phosphorique en 2004, les autres industries ont retrouvé un regain de dynamisme avec une hausse de 7,4%, grâce à la progression des sous-secteurs des matériaux de construction, du raffinage de pétrole et des autres industries alimentaires. Toutefois, le sous-secteur de la chimie de base a amorcé un regain d'activité depuis le deuxième trimestre de l'année.

Au niveau du **secteur tertiaire**, la croissance s'est établie à 7,4% en 2004, essentiellement tirée par le sous-secteur des Transports et Télécommunications. En effet, ce sous-secteur affiche une progression de 10,6% grâce au développement de la téléphonie mobile et à la hausse de l'activité des télé- services, consécutive à la libéralisation du secteur.

Les activités commerciales ont maintenu leur rythme de progression avec une croissance de 6,7% contre 4,2% en 2003, du fait d'un meilleur approvisionnement des marchés résultant du bon comportement de l'ensemble des secteurs.

Les offres de services de santé et d'éducation ont progressé respectivement de 4,0% et 7,0% en raison des efforts consentis dans ces secteurs prioritaires, notamment, le renforcement des effectifs à travers la politique de recrutement dans la fonction publique.

S'agissant du niveau des prix, l'augmentation du déflateur du PIB est estimée à 1,9% en 2004 contre 0,9% en 2003. Cette hausse résulte en partie de la flambée du prix du baril de pétrole qui a atteint des niveaux historiques (50 dollars en septembre) atténuée par la dépréciation du dollar face à l'euro. Cependant, son impact sur les prix à la consommation reste modéré, grâce au maintien de la tendance baissière des prix des produits locaux. Au total, le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation se situe à 0,5% en 2004.

### **1.1.2. Les emplois du PIB**

La **consommation finale**, en termes réels a crû moins vite que le PIB en 2004 (5,4%). Cette situation résulte du ralentissement du rythme de la consommation privée qui enregistre une croissance de 5% contre 7% en 2003. Toutefois la consommation publique a connu un regain de dynamisme en

2004 avec une hausse de 8%. En conséquence, le niveau de l'épargne intérieure s'est amélioré en affichant un taux de 9,7% contre 7,7% en 2003.

L'**investissement** a progressé de 7,2% en termes réels, du fait aussi bien de l'investissement public que privé qui devient de plus en plus dynamique. Ainsi, le taux d'investissement a atteint 23% contre 20,7% en 2003. Au total, la **demande** intérieure a progressé de près de 6% en termes réels.

Pour ce qui est de la **demande extérieure nette**, les exportations de biens et services augmenteraient de 4,4% en termes réels contre une progression du volume des importations de biens de 2%.

### 1.1.3. Inflation et Compétitivité

Au terme de l'année 2004, le taux d'inflation annuelle est estimé à 0,5% en moyenne sur les douze mois de l'année 2004 contre une inflation quasi nulle en 2003. Ainsi, la norme communautaire de 3% retenue par l'UEMOA dans le cadre de la surveillance multilatérale est bien respectée.

Cependant, malgré le différentiel d'inflation favorable par rapport aux principaux partenaires, l'économie sénégalaise a enregistré sur l'ensemble de l'année 2004 des pertes de **compétitivité** 0,2% contre 2,8% en 2003 du fait de l'appréciation de l'euro par rapport à la monnaie des pays industrialisés hors de la zone euro. Les gains de compétitivité cumulés depuis la dévaluation de 1994 sont estimés à plus de 32,3%. En d'autres termes, le Sénégal a su préserver, pour l'essentiel, les importants gains de compétitivité issus de la dévaluation.

## 1.2. Perspectives en 2005

### 1.2.1. Les ressources du PIB

Les perspectives en 2005 traduisent la volonté de l'Etat de porter le taux de croissance économique réelle du PIB à 6,4%, tout en consolidant le cadre macroéconomique et en assurant la soutenabilité des finances publiques et de la dette. Le redressement du secteur primaire (7,3%) notamment le sous-secteur agricole, le maintien du dynamisme des secteurs secondaire (6,2%) et tertiaire attendue (6,6%) permettraient d'atteindre cet objectif.

En 2005, le **secteur primaire** devrait progresser de 7,3%, essentiellement tiré par le sous-secteur agricole qui croîtrait de 9,5% contre 2,3% en 2004, à la faveur de politiques nationales visant le développement agricole durable, avec comme objectifs : l'élévation de la contribution à la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des revenus des populations rurales et la protection de l'environnement. Ces politiques et stratégies rencontrent les objectifs des grandes

orientations définies par le Gouvernement dans le Programme National de Développement Agricole (PNDA), la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), ainsi que la poursuite des programmes spéciaux maïs, manioc et sésame. La mise en œuvre de ces programmes permettrait de redresser la production céréalière suite à la forte baisse observée en 2004 après le passage des criquets pèlerins.

La croissance du sous-secteur de l'élevage est prévue à 5% en 2005. L'objectif dans ce sous secteur est également d'améliorer la sécurité alimentaire par une augmentation significative de la production locale afin de relever la consommation de viande au-delà de son niveau actuel. La filière avicole, notamment l'aviculture industrielle, permettrait de pallier les lacunes dans la production de viande rouge en raison de sa croissance rapide et de l'amélioration des conditions du marché pour les acteurs évoluant dans ce secteur. Pour ce qui est de la production laitière, l'insémination artificielle sera privilégiée dans le cadre du volet élevage du Programme Agricole (PAPEL) qui sera poursuivi notamment dans le Bassin Arachidier.

Pour ce qui est des activités forestières et de la sylviculture, la politique du maintien des équilibres des écosystèmes sera poursuivie afin d'améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural. A cet égard, la croissance restera modérée (3,0%).

Au niveau du sous secteur de la pêche, il est prévu une croissance de 4,0%, traduisant sur une reprise des débarquements de la pêche artisanale et industrielle. La stratégie continuera de viser la satisfaction de la demande nationale, la gestion durable, la restauration et la valorisation des ressources halieutiques, en harmonie avec les pays côtiers limitrophes.

S'agissant du **secteur secondaire**, l'ambition du Gouvernement est de poursuivre le développement de l'industrie en améliorant la productivité et la compétitivité des entreprises en réduisant significativement les coûts des facteurs de production.

La croissance du secteur est attendue à 6,2% en 2005 et devrait résulter, en partie, des investissements publics qui seront davantage réorientés vers le relèvement des contraintes à la productivité des entreprises à travers l'amélioration de la mobilité des biens et des personnes et la réduction des coûts de transports. Ainsi, le sous-secteur des Bâtiments et Travaux Publics croîtrait de 13% grâce à la mise en oeuvre de l'ambitieux programme de construction d'infrastructures routières notamment le Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU).

Une attention particulière sera portée au sous-secteur de l'énergie qui devrait croître de 5% suite à la réalisation des investissements attendus dans le sous-secteur, notamment la ligne Touba-Tobéne-Kaolack. Ces investissements rentrent dans le cadre du programme 2005-2009 qui a comme

objectif de porter le taux d'électrification à plus de 40% en fin de période avec plus de 160 000 nouveaux abonnés domestiques en milieu urbain et rural.

Le sous-secteur des Huileries bénéficierait de la hausse de 30% de la production arachidière qui devrait se traduire par une augmentation des niveaux de collecte de la principale unité industrielle de trituration. Sa croissance est attendue à 10% après les fortes baisses enregistrées ces trois dernières années.

Pour ce qui est du **secteur tertiaire**, sa croissance est attendue à 6,6% en 2005 du fait notamment du sous-secteur des Transports et Télécommunications avec la libéralisation complète du sous-secteur. Le transport pourrait toutefois être perturbé par la mise en œuvre du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU), avec la construction de nouvelles infrastructures routières (échangeurs dans les grandes artères de Dakar) et la réhabilitation des anciennes. Ainsi la croissance du sous-secteur est attendue à 9%.

Les activités commerciales devraient progresser de 6,7% en 2005, grâce à un approvisionnement adéquat des marchés.

Les offres de services d'éducation et de santé devraient croître respectivement de 7% et 4% en 2005, grâce, d'une part au renforcement des effectifs avec notamment la poursuite des recrutements dans la fonction publique et d'autre part, à l'augmentation du budget alloué à ces deux secteurs qui passe respectivement à 10% et 40% du budget global de fonctionnement.

S'agissant du niveau général des prix, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB est projetée à 2% en 2005 (en dessous du seuil communautaire de 3%), reflétant les poussées inflationnistes liées à la hausse des cours du pétrole et au déficit céréalier.

### 1.2.2. Les emplois du PIB

En 2005, la **consommation finale** resterait ferme et représenterait environ 90% du PIB, soit un taux d'épargne intérieure brute de près de 10%. Le niveau de l'épargne intérieure publique resterait satisfaisant, tandis que l'épargne privée demeurerait modérée.

Parallèlement, l'**investissement** serait plus dynamique avec l'accélération de la mise en œuvre du PAMU et le maintien de la vigueur de la construction de logement par les ménages. Ainsi, le taux d'investissement dépasserait 23% du PIB en 2005.

Pour ce qui est de la **demande extérieure nette**, en 2005, les exportations de biens et services augmenteraient de 4,3% en termes réels et tandis que le volume des importations de biens progresserait de 4,7%.

## 2.. LES FINANCES PUBLIQUES

### 2.1. Exercice budgétaire en 2004

Au plan budgétaire, la gestion de 2004 s'est traduite par un bon niveau de recouvrement des recettes par rapport à l'année précédente. La gestion des dépenses a été prudente, avec un niveau d'exécution satisfaisant. En effet, le taux de pression fiscale<sup>1</sup> est passé de 18,2 en 2003 à 18,3 en 2004, tandis que le déficit budgétaire s'établit à 2,2% du PIB.

#### 2.1.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires totales sont estimées à 771,6 milliards à fin décembre 2004 contre 720 milliards en 2003, soit un accroissement de 51,6 milliards en valeur absolue et 7,2% en valeur relative.

Les **recettes fiscales** sont estimées à 736,2 milliards en 2004 contre 676,9 milliards en 2003, soit une augmentation de 59,3 milliards en valeur absolue et de 8,8% en valeur relative. Cette bonne performance est due au bon comportement des impôts directs et indirects.

**Les impôts directs** ont atteint 178,7 milliards en 2004 contre 159,2 milliards en 2003, soit une augmentation de 19,5 milliards, du fait du bon niveau de recouvrement de l'impôt sur les sociétés.

Les **impôts indirects** sont passés de 487,1 milliards en 2003 à 522,9 milliards estimés en 2004, soit une amélioration de 35,8 milliards en valeur absolue et de 7,3% en valeur relative. Ainsi, les taxes sur biens et services (y compris la TVA à l'import) sont estimées à 406 milliards en 2004 contre 371,5 milliards en 2003, soit une hausse de 34,5 milliards.

La **TVA à l'importation** est passée de 148,2 milliards en 2003 à 156 milliards en 2004, soit une amélioration de 7,8 milliards. Le montant des recouvrements devrait se situer à 116,9 milliards en 2004 contre 115,6 milliards en 2003, soit une augmentation modérée de 1,3 milliards. Celle-ci est due essentiellement à l'impact de la mesure de limitation des importations de véhicules de plus de cinq ans.

Le montant des **droits d'enregistrement** et de timbre est estimé à 31,3 milliards en 2004 contre 30,6 milliards en 2003.

Au total, la pression fiscale s'établit à 18,3% en 2004 contre 18,2% en 2003, soit au dessus du plancher communautaire de 17%.

Les **recettes non fiscales** sont estimées à 35,4 milliards en 2004 contre 43,1 milliards l'année précédente.

---

<sup>1</sup> Le taux de pression fiscale est le rapport entre les recettes fiscales et PIB nominal.

### 2.1.2. Les dépenses

Les **dépenses totales et prêts nets** sont estimées à 950,8 milliards contre 850,1 milliards en 2003 soit un accroissement de 114,8 milliards en valeur absolue et de 11,8% en variation relative.

Les **dépenses ordinaires** sont estimées à 561,5 milliards enregistrant ainsi une hausse de 32 milliards par rapport à l'année précédente. Cette hausse est essentiellement le fait de la masse salariale qui s'établit 223,9 milliards contre 203,7 milliards en 2003, en raison du programme spécial de recrutement dans la fonction publique, de 5000 agents par année. Toutefois, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales s'établit à 30,4% demeurant bien en deçà du plafond de 35% retenu, parmi les critères de convergence de l'UEMOA.

Les **autres dépenses courantes** s'élèvent à 291 milliards contre 281,2 milliards en 2003 soit une légère hausse d'environ 3,5%.

Les comptes spéciaux du Trésor **sont excédentaires** de 0,8 milliard.

Les **dépenses en capital enregistrent** une progression de 9,6% par rapport à l'année précédente pour se situer à 370,9 milliards dont 176,7 milliards sur financement interne (hors PPTTE). Cette hausse des dépenses en capital est essentiellement due à l'intérêt porté par le gouvernement sur les secteurs sociaux de base identifiés dans le DSRP. Le ratio des dépenses en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales est ainsi d'environ 24%, soit au-delà du seuil de 20% fixé dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

Globalement, au terme de l'**exécution** budgétaire 2004, le **solde budgétaire de base** serait de -0,2% du PIB. Hors PPTTE et CTRS<sup>2</sup>, ce solde serait excédentaire de 1,2% du PIB. Le solde budgétaire global (dons compris) afficherait un déficit de 2,4% du PIB. Hors dons, le déficit se situerait à 4,5% du PIB.

S'agissant du **financement** du **déficit** budgétaire en 2004, le recours aux ressources intérieures nettes est de -29,2 milliards, tandis que sur le financement extérieur, les tirages sont estimés à 127,3 milliards, dont 108,9 milliards de prêts projets.

### 2.1.3. La dette publique

Après son éligibilité à l'initiative PPTTE renforcée en juin 2000, le Sénégal a pu atteindre le Point d'Achèvement en avril 2004 compte tenu des efforts importants réalisés en matière de réformes économiques et structurelles reconnus par les pays créanciers. C'est ainsi qu'au mois de juin 2004, les

<sup>2</sup> Les réformes structurelles sont financées sur ressources externes, dans le cadre du Programme d'Ajustement du Secteur Privé prévu avec la Banque Mondiale.

pays créanciers membres du Club de Paris ont décidé d'annuler un montant de 94 millions de dollars US en valeur actuelle nette qui représente l'effort leur incombant dans le cadre de l'initiative. En sus de ce montant, la plupart des créanciers se sont engagés à accorder à titre bilatéral des allègements de dette additionnels de 336 millions de dollars en valeur actuelle nette. Par ailleurs, les créanciers multilatéraux dont certains avaient même donné une assistance intérimaire, ont libéré leur part d'allègement.

L'impact de ces allègements s'est caractérisé par un endettement extérieur soutenable. La valeur actualisée nette de la dette publique extérieure rapportée aux recettes d'exportation (dont la norme fixée dans le cadre de l'initiative est de 150,0%) est de 131,7% en 2004 contre 140,1% en 2003. S'agissant de la dette publique totale, sa valeur actuelle nette représente 133,9% des recettes d'exportation en 2004 contre 141,7% en 2003.

Actuellement, le ratio de la dette publique extérieure rapportée au PIB est de 46,4% contre un plafond communautaire de 70% pour l'UEMOA.

## **2.2. Projections budgétaires en 2005**

Les prévisions budgétaires pour l'année 2005 sont effectuées dans un contexte marqué d'une part, par la mise en œuvre d'une série de réformes budgétaires et financières rendues nécessaires et d'autre part, par le souci d'améliorer la gestion des finances publiques. Elles tiennent compte des engagements du gouvernement à consacrer 50% du budget de fonctionnement aux deux secteurs jugés prioritaires à savoir l'Education (40%) et la Santé (10%).

Les hypothèses qui sous-tendent les projections prennent en charge le plein effet de la revalorisation du système de rémunération des agents de l'Administration entré en vigueur depuis octobre 2004 de même que le programme de recrutement spécial de 5000 agents sur trois ans depuis l'année 2003.

Sur le plan fiscal, les projections intègrent les réformes fiscales entreprises par le Gouvernement notamment la baisse de la fiscalité sur les salaires de l'ensemble des travailleurs du secteur public comme du privé.

### **2.2.1. Les recettes budgétaires**

Les ressources ordinaires devraient s'établir pour l'année 2005 à 841,1 milliards contre 771,6 milliards en 2004. Elles progresseraient ainsi de 9% par rapport à la gestion 2004 à la faveur d'un meilleur recouvrement des recettes fiscales.

**Les recettes fiscales** pour l'année 2005 sont prévues à 802,2 milliards contre 736,2 milliards lors de la gestion 2004, soit une hausse de 9%.

Les **impôts directs** sont projetés à 200 milliards en 2005 contre 169,7 milliards en 2004, soit une croissance de 17%. Cette progression serait imputable à une bonne évolution de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu.

Les **impôts indirects** sont attendus à 602,2 milliards en 2005 contre 566,5 milliards en 2004, soit une augmentation de 6,3%. Cette évolution résulterait des bonnes performances des recouvrements sur les impôts et taxes intérieures sur les biens et services et les droits et taxes à l'importation.

Les **taxes sur biens et services** devraient se situer à 448 milliards en 2005 contre 403,6 milliards en 2004, soit une progression de 6,3%.

Les **droits de douane** (hors TVA à l'importation) sont prévus à 136,2 milliards en 2005 contre 132,1 milliards en 2004, soit une hausse de 3%.

Les **recettes non fiscales** de l'année 2005 devraient croître de 9,9% par rapport à l'année précédente pour s'établir à 38,9 milliards.

En définitive, le taux de pression fiscale devrait passer de 18,3% en 2004 à 18,4% en 2005 et restera au dessus du plancher de 17% retenu par l'UEMOA.

### 2.2.2. Les dépenses

Les dépenses continueront de faire l'objet d'une gestion prudente et seront davantage orientées vers les secteurs sociaux.

Les **dépenses totales et prêts nets** sont projetées à 1038,8 milliards en 2005 contre 950,8 milliards dans la gestion 2004 soit une progression de 10,4%.

Les **dépenses ordinaires** sont projetées à 603,5 milliards contre 561,5 milliards en 2004 soit un accroissement de 7,5%. La masse salariale avec la revalorisation du système de rémunération des agents de l'Administration et l'incidence financière des nouveaux recrutements, devrait croître de 10,5% en s'établissant à 247,3 milliards en 2005 contre 225,9 milliards en 2004. Ainsi, le ratio masse salariale sur recettes fiscales devrait se situer à 30,8% pour un plafond communautaire de 35%.

Les **autres dépenses courantes** sont prévues à 309,8 milliards contre 291 milliards en 2004 soit une hausse de 6,5%.

Les **dépenses d'équipement** seront orientées en priorité, conformément au DSRP au renforcement des capacités et à la promotion des services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, assainissement électrification), à la création de richesses par l'amélioration de l'environnement des activités productives (agriculture, pêche, élevage, mines, industries), à l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables et à l'amélioration de la mobilité urbaine dans la ville de Dakar.

L'enveloppe globale des dépenses en capital est projetée pour l'année 2005 à 422,9 milliards contre 370,9 milliards dans la gestion budgétaire 2004, soit une progression de 14%.

Les **dépenses en capital sur ressources internes** (hors ressources PPTE) sont projetées à 229,4 milliards ce qui devrait porter le ratio dépenses en capital sur ressources internes (hors PPTE) rapportées aux recettes fiscales à 28,6%, pour plancher seuil communautaire de 20%.

Globalement, l'exécution du budget en 2005 devrait dégager un **déficit budgétaire de base** de 0,9% du PIB imputable essentiellement au montant de 59,6 milliards de dépenses sociales financées sur ressources PPTE<sup>3</sup> et aux coûts temporaires des réformes structurelles (CTRS). Ce solde hors dépenses PPTE et CTRS serait en excédent de 0,7% du PIB. Le déficit budgétaire global s'établirait à 2,9% du PIB. Hors dons, le déficit budgétaire global s'établirait à 4,8% du PIB.

### 2.2.3. La dette publique

En 2005, avec l'aboutissement des négociations bilatérales après les accords du Club de Paris de juin 2004, la dette publique devrait connaître un allègement consistant de son poids sur l'économie. En effet, beaucoup de pays créanciers ont procédé à des annulations de dette en plus de celles relatives à l'initiative PPTE. C'est le cas de la France, des USA et du Japon entre autres.

Le ratio de soutenabilité de la dette, ne tenant pas compte de ces derniers allègements affichait déjà un niveau de 117,8% en 2005 pour la valeur actuelle nette de la dette publique extérieure sur les recettes d'exportation contre 131,7% en 2004. En conséquence, son profil devrait encore être bien en deçà de la norme de soutenabilité fixée à 150% pour ce ratio.

---

<sup>3</sup> En 2005, les ressources PPTE sont réparties dans la Loi de finances initiale et ne feront plus l'objet d'une Loi de Finances Rectificative comme les années précédentes.

### 3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

#### 3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2004

##### 3.1.1. Evolution de la balance courante

D'un niveau de 253,9 milliards, soit 6,9% du PIB en 2003, le déficit courant est estimé à 263,3 milliards en 2004, soit 6,5 % du PIB. Cette évolution traduit celle de l'ensemble des composantes du compte courant. Hors dons, le déficit extérieur courant se situe à 8,3% du PIB.

Le solde de la **balance commerciale** est estimé à -484,7 milliards en 2004 contre -469,9 milliards en 2003, soit une dégradation de 14,8 milliards traduisant un accroissement en valeur des importations de biens (59,7 milliards) plus important que celui des exportations (44,9 milliards).

Les exportations globales de biens (commerce général ajusté) sont estimées à 775,5 milliards en 2004 en progression de 6,1% par rapport à leur niveau de 2003 (730,6 milliards). Cette évolution est attribuable à la bonne tenue des ventes à l'extérieur de tous les produits d'exportation, à l'exception des produits arachidières, des phosphates et du sel. En effet, les exportations de produits chimiques ont augmenté de 24,9% à la faveur d'un accroissement des prix et notamment des volumes écoulés d'acide phosphorique (26,5%). Les ventes à l'extérieur de coton, de produits pétroliers, de produits horticoles, de produits non traditionnels et de produits halieutiques ont également progressé respectivement de 28,2%, 25,7%, 10,6%, 5,6% et 2,7%.

En revanche, les recettes tirées des produits arachidières, des phosphates et du sel marin ont baissé respectivement de 37,2%, 22,6% et 11,8%. L'évolution défavorable des exportations de produits arachidières est imputable à la fois aux exportations d'huile brute et de tourteaux qui se sont repliées respectivement de 40,1% et 25,7% en liaison avec la baisse des volumes, les prix de cession ayant augmenté de 11,6% pour l'huile brute et 11,5% pour les tourteaux. Le repli des exportations de phosphates et de sel marin tient à la baisse des volumes écoulés et des prix de vente.

Les importations de biens se sont établies en 2004 à 1.260,1 milliards contre 1.200,5 milliards un an plutôt, soit un accroissement de 5,0%, résultant principalement de la hausse des achats de produits pétroliers, de biens intermédiaires et de biens d'équipements.

En effet, la facture pétrolière est estimée à 270,7 milliards en 2004 contre 230,7 Milliards en 2003, soit une hausse de 17,3% liée notamment au raffermissement des cours, toutefois atténuée par la dépréciation du dollar. En définitive, les prix des produits pétroliers, exprimés en francs CFA ont progressé de 19,1% en 2004.

Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires ont enregistré pour leur part des hausses respectives de 7,2% et 8,4%.

En revanche, la facture alimentaire s'est inscrite en baisse de 7,4 milliards à la faveur du repli des volumes acquis du riz (-14,4%) après les niveaux exceptionnels enregistrés en 2002 et 2003 en relation avec la mauvaise campagne agricole 2002-2003.

S'agissant de l'évolution **des services et revenus nets**, le solde déficitaire de la balance des services s'est situé à 14,7 milliards en 2004 contre 13,1 milliards en 2003. Cet état de fait serait imputable notamment à l'accroissement des sorties au titre du fret en liaison avec la hausse des importations.

Les revenus nets ont baissé de 6,1 milliards, ressortant à -85,2 milliards en 2004 contre -79,1 Milliards en 2003.

L'excédent des **transferts courants** est évalué à 319,2 milliards en 2004 contre 308,3 milliards en 2003, soit une hausse de 10,9 milliards, résultant notamment des transferts privés qui sont passés sur la période de 241 milliards à 252,4 milliards. Les transferts courants publics, par contre, passent de 67,3 milliards en 2003 à 66,8 milliards en 2004 soit une baisse de 0,5 milliards.

### 3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières est arrêté à 384,1 milliards en 2004 contre 301,1 milliards en 2003, soit un accroissement de 83 milliards dû à l'amélioration simultanée du compte de capital et du compte des opérations financières.

**Les transferts en capital** sont évalués à 113,1 milliards en 2004 contre 87,6 milliards en 2003, soit une hausse de 25,5 milliards due à l'augmentation des ressources mobilisées dans le cadre de l'initiative PPTE après l'atteinte du point d'achèvement en avril 2004 (41,9 milliards en 2004 contre 20,7 milliards en 2003).

**Le solde excédentaire du compte d'opérations financières** s'est également inscrit en hausse, s'établissant à 271,0 milliards en 2004 contre 213,7 milliards en 2003, soit une progression de 57,3 milliards imputable à la fois aux capitaux publics nets et aux capitaux privés. En effet, les capitaux publics nets ont quasiment doublé à la faveur notamment de la mobilisation de 25,4 milliards au titre de l'assistance budgétaire et de 108,9 milliards sur les prêts projets contre 90,9 milliards en 2003. Les capitaux privés ont également enregistré une hausse de 28,2 milliards liée essentiellement au doublement des investissements directs qui sont passés de 29 milliards en 2003 à 61,5 milliards en 2004.

### 3.1.3. Le solde global

En définitive, la balance des paiements dégage en 2004 un solde excédentaire de 120,8 milliards, en hausse de 64,8 milliards par rapport au niveau observé en 2003 (+56,0 milliards). Cette évolution est imputable à l'amélioration du compte de capital et d'opérations financières qui passerait de 301,1 milliards en 2003 à 384,1 milliards en 2004.

Compte tenu de la contrepartie de réévaluation des engagements à l'égard du FMI (3,4 milliards), le solde s'est traduit par une amélioration de 124,2 milliards des avoirs extérieurs nets du système bancaire. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale s'améliorent de 138,7 milliards et ceux des banques de dépôts se détériorent de 14,5 milliards.

### 3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2005

La balance des paiements du Sénégal fait ressortir, en 2005, un solde global excédentaire de 82,1 milliards contre 120,8 milliards en 2004. Cette évolution serait due à l'aggravation du solde du compte courant combinée au repli du solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières.

#### 3.2.1. Evolution de la balance courante

Le déficit courant devrait s'établir à 303,9 milliards (7% du PIB) en 2005 contre 263,3 milliards en 2004 (6,5% du PIB). Cette évolution du compte courant serait liée à celle du déficit commercial, des services et des revenus nets. Hors dons, le déficit extérieur courant se situerait à 8,4% du PIB.

Le **solde de la balance commerciale** s'établirait à -525,0 milliards en 2005 contre -484,7 milliards en 2004, soit une dégradation de 40,3 milliards consécutive à une hausse des importations (92,7 milliards) plus soutenue que celle des exportations (52,4 milliards).

Les exportations passeraient de 775,5 milliards en 2004 à 827,87 milliards en 2005, soit une progression de 6,8% liée notamment à l'accroissement des ventes à l'extérieur de produits arachidières, de produits pétroliers et de produits chimiques qui progresseraient respectivement de 120,1%, 25,7% et 6,3%. Tous les autres produits d'exportation sont également prévus en hausse.

Les importations s'établiraient à 1.352,9 milliards en 2005 contre 1.260,1 milliards en 2004, soit une hausse de 7,4%. Cette évolution est imputable à la progression de la facture pétrolière (19,2%) et des acquisitions de biens d'équipement (7,6%) et de biens intermédiaires (9,3%). Les importations de produits alimentaires n'augmenteraient, pour leur part, que de 1,7 milliards en 2005 du fait notamment de la baisse des prix d'acquisition du riz (-2,7%) et du blé (-8,0%).

Concernant l'évolution de **la balance des services et revenus nets**, les services nets sont projetés à -14,3 milliards en 2005 contre -12,5 milliards en 2004 corrélativement à l'accroissement des dépenses d'expédition des marchandises de 11,1 milliards. Les revenus nets devraient s'établir à -87,2 Milliards en 2005, soit une détérioration de 2 milliards imputable aux sorties au titre des revenus des investissements directs.

L'excédent des **transferts courants** est projeté à 322,6 milliards en 2005 contre 319,2 milliards en 2004, soit une hausse de 3,4 milliards. Cette situation reflète l'amélioration des transferts courants privés (constitués essentiellement des envois de fonds des travailleurs expatriés) qui augmenteraient de 10,4 milliards, en passant de 252,4 milliards en 2004 à 262,8 milliards en 2005, combinée au repli des transferts courants publics qui passeraient de 66,8 milliards à 59,8 milliards.

### 3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières est arrêté à 386,0 milliards en 2005 contre 384,1 milliards en 2004 soit un léger repli de 1,9 milliards.

Les **transferts en capital** sont évalués à 128,1 milliards en 2005 contre 113,1 milliards en 2004, soit une hausse de 15,0 milliards due à l'assistance attendue au titre de l'initiative PPTTE qui passerait de 41,9 à 54,0 milliards.

**Le solde excédentaire du compte d'opérations financières** s'établirait pour sa part à 257,9 milliards en 2005 contre 271,0 milliards en 2004, soit un repli de 13,1 milliards imputable aux capitaux privés. En effet, les capitaux privés passeraient de 199,7 milliards en 2004 à 170,8 milliards en 2005 soit une baisse de 28,9 milliards. En revanche, les capitaux publics devraient s'établir à 87,1 milliards en 2005 contre 71,3 milliards en 2004, soit une hausse de 15 milliards suite notamment à l'accroissement des autres investissements publics qui passent de 67,9 milliards en 2004 à 82,2 milliards en 2005.

### 3.2.3. Le solde global

En définitive, la balance des paiements afficherait en 2005 un solde excédentaire de 82,1 milliards en retrait de 38,7 milliards par rapport au niveau estimé en 2004 (+120,8 milliards). Cette évolution est imputable à la détérioration du compte courant (-40,6 milliards).

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale s'amélioreraient de 72,1 milliards et ceux des banques de dépôts de 10,0 milliards.

#### 4. LA SITUATION MONETAIRE

##### 4.1. Evolution de la situation monétaire en 2004

La situation monétaire en 2004 est marquée par un renforcement de 128,5 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 4,1% du crédit intérieur et une progression de 15,6% de la masse monétaire.

##### 4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires passe de 386,5 milliards en décembre 2003 à 515,0 milliards en décembre 2004, soit une amélioration de 128,5 milliards intégralement imputable à la Banque Centrale.

Les **avoirs extérieurs nets officiels** passeraient de 187,3 milliards à 330,3 milliards, du fait essentiellement de la baisse de 26,7 milliards des engagements à l'égard du FMI.

La **position nette en devises** des banques de dépôts, pour sa part, s'établit à 184,7 milliards en 2004 contre 192,2 en 2003.

##### 4.1.2. Le crédit intérieur

S'agissant du crédit intérieur, il s'inscrirait en hausse de 34,7 milliards, s'établissant à 883,3 milliards en décembre 2004 contre 848,8 milliards en décembre 2003 du fait de l'accroissement des crédits à l'économie.

La **Position Nette du Gouvernement** étant en amélioration sur la période, est estimée à 26,3 milliards en décembre 2004 en retrait de 37,9 milliards par rapport à décembre 2003 (64,2 milliards) du fait d'une baisse des dettes bancaires de l'Etat plus importante que celle de ses créances sur les institutions monétaires.

Les engagements de l'Etat à l'égard du système bancaire baissent en dépit de l'émission de 45,3 milliards de bons du Trésor dont 33,9 milliards détenus par les banques locales. Cette évolution est essentiellement liée à la baisse des concours rétrocédés du FMI, aux amortissements de titres d'Etat et aux remboursements du découvert statutaire consolidé.

La baisse projetée des avoirs bancaires de l'Etat est consécutive à une utilisation d'une partie des dépôts à la Banque Centrale notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

En revanche, l'encours **des crédits à l'économie** a crû de 72,4 milliards, passant de 784,6 milliards à 857,0 milliards du fait d'une augmentation des crédits ordinaires, les crédits de campagne

étant projetés à la baisse. Les crédits à court terme augmentent de 6,2% tandis que les crédits à long terme progressent de 16%.

Les crédits ordinaires sont estimés à 854,5 milliards en fin décembre 2004 contre 781,0 en fin décembre 2003 soit une hausse de 73,5 milliards qui a profité à l'ensemble du système productif. Les crédits de campagne passent, en ce qui les concerne, de 3,6 milliards à 2,5 milliards.

La **masse monétaire** a progressé de 15,6% en 2004 contre une progression du PIB nominal de 8,5%. Ainsi, le taux de liquidité de l'économie<sup>4</sup> se situe à 32,1% en 2004 contre 30% en 2003.

Cet accroissement de la liquidité globale profitant uniquement aux dépôts constitués auprès des banques et des CCP par les particuliers et entreprises privées qui passent de 934,7 milliards à 1080,5 milliards. Les dépôts à vue augmenteraient de 5,3% tandis que les dépôts à terme progresseraient de 27,1%. Au total, les dépôts privés croîtraient de 15,8% en décembre 2003 et décembre 2004.

La circulation fiduciaire devrait augmenter quant à elle de 24 milliards en 2004 contre une baisse de 19,4 milliards en 2003.

#### **4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2005**

La situation monétaire en 2005 devrait se caractériser par un renforcement de 82,1 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 7,1% du crédit intérieur et une progression de 11,2% de la masse monétaire.

##### **4.2.1. Les avoirs extérieurs nets**

La position extérieure nette des institutions monétaires ressortirait en amélioration de 82,1 milliards passant de 515 milliards en décembre 2004 à 597,1 milliards en décembre 2005 du fait essentiellement de la Banque Centrale.

Les **avoirs extérieurs nets officiels** progresseraient de 330,3 milliards à 402,4 milliards grâce en particulier à la baisse des engagements à l'égard du FMI due aux rachats conventionnels. A ce facteur s'ajoute l'amélioration de la position créditrice au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale en liaison avec le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières qui a plus que compensé le déficit des transactions courantes.

---

<sup>4</sup> Le taux de liquidité de l'économie est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie.

La **position nette en devises des banques de dépôts** devrait, pour sa part, augmenter de 10 milliards, en passant de 184,7 milliards en fin décembre 2004 à 194,7 milliards en fin décembre 2005.

#### 4.2.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur, quant à lui, s'établirait à 945,8 milliards en décembre 2005 contre 883,3 milliards en décembre 2004 soit une hausse de 62,5 milliards imputable à l'accroissement des crédits à l'économie, la Position Nette du Gouvernement étant prévue en amélioration sur la période.

En effet, la **Position Nette du Gouvernement** est projetée en baisse de 2,5 milliards et devrait passer de 26,3 milliards en décembre 2004 à 23,8 milliards à fin décembre 2005 du fait d'une hausse prévue des créances de l'Etat sur les institutions monétaires plus importante que celle de ses dettes bancaires.

En revanche, l'encours **des crédits à l'économie** s'accroîtrait de 65 milliards, passant de 857 milliards à 922 milliards du fait d'une augmentation attendue des crédits ordinaires, les crédits de campagne étant projetés à 2,2 milliards.

La **masse monétaire** progresserait pour sa part de 11,2 % en 2005, s'élevant de 1290,8 milliards en décembre 2004 à 1435,4 milliards en décembre 2005. Cette progression de la liquidité globale profiterait notamment aux dépôts constitués auprès des banques et des CCP par les particuliers et entreprises privées (+122,5 milliards) et dans une moindre mesure à la circulation fiduciaire (+22,1 milliard).

Globalement, la situation monétaire du Sénégal serait marquée en 2005 par une poursuite de l'amélioration de la position extérieure nette et d'une progression du crédit intérieur engendrant ainsi une hausse de la masse monétaire en ligne avec la progression du PIB nominal.

## ANNEXES

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Tableau 1 : Taux de croissance réel de la valeur ajoutée par branche d'activité

02/03/05 12:13	2001	2002	2003	2004 rev	2005 proj
PRIMAIRE	3,3	-20,6	19,8	2,3	7,3
AGRICULTURE	3	-32,2	36,3	2,0	9,5
ELEVAGE ET CHASSE	4,5	-6,4	4,2	5,0	5
SYLVICULTURE	3	2,3	4	4,0	3
PECHE	2,3	-6,4	4,9	-5,0	4
SECONDAIRE	4,3	9,8	6,4	6,7	6,2
ACTIVITES EXTRACTIVES	0,7	11,3	28	-5,2	4,3
FABRICATION DE CORPS GRAS ALIMENTAIRE	6,2	-9,6	-22,8	-16,1	10
ENERGIE	6,7	-2,7	18,4	3,4	5
AUTRES INDUSTRIES	6,1	11,5	1,4	7,4	4,3
BTP MATERIAUX DE CONSTRUCTION	-1	12,4	10,5	13	13
TERTIAIRE	4,1	5,5	4,4	7,4	6,6
COMMERCE	1,7	5,9	4,2	6,7	6,7
TRANSPORT TELECOMMUNICATION	14,1	5,8	7	10,6	9
EDUCATION	5,3	5,1	3	7	7
SANTE	7	5,1	3	4	4
AUTRES SERVICES	2,1	5,1	3,7	7	5,3
ADMINISTRATION PUBLIQUE	7,5	3	2,2	5,2	5,3
ADMINISTRATION	11,6	0,4	0,5	5,4	5,4
TAXES	5	4,8	3,3	5	5,3
PIB	4,7	1,1	6,5	6	6,4
PIB non AGRICOLE	4,9	4,9	4,1	6,4	6,1
Consommation Finale	6,5	3	6,3	5,4	5,1
Privée	5,9	9,3	7	5	5
Publique	10	-29,4	0,5	8	6
FBCF	-2,1	2	6,3	7,2	9,4
Publique	6,2	31,4	14,1	9	12
Privée	-4,8	-8,8	2,1	6,2	7,9
Balance des biens & services:					
Exportations	4,6	5,2	-3,8	4,4	4,3
Importations	0,2	6,3	2,8	2	4,7

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Tableau 2 : Valeur ajoutée par branche d'activité (en milliards de F CFA courants)

	2 001	2 002	2 003	2 004 rev	2005 proj
PRIMAIRE	582,8	472,2	568,2	588,2	639,4
AGRICULTURE	324,1	220,7	303,1	313,9	347,8
ELEVAGE ET CHASSE	175,2	168	176,1	185,8	198,2
SYLVICULTURE	25,7	26,8	28,1	29,4	30,5
PECHE	57,8	56,5	60,9	59,1	62,8
SECONDAIRE	636,9	704,8	749,7	819,3	891,3
ACTIVITES EXTRACTIVES	39,1	38,4	46	44,8	48
FABRICATION DE CORPS GRAS ALIMENTAIRE	5,2	4,4	3,5	3	3,4
ENERGIE	69,2	70,6	84,5	90,9	98,3
AUTRES INDUSTRIES	385,9	436,4	442,7	482,8	513,6
BTP MATERIAUX DE CONSTRUCTION	137,6	155	172,9	197,8	228
TERTIAIRE	1 447,6	1 557,0	1 648,0	1 806,2	1 964,9
COMMERCE	597,3	641	680	730,9	790,8
TRANSPORT TELECOMMUNICATION	227,9	245,8	265,9	300	331,1
EDUCATION	99,9	107,2	112,4	125,1	139,2
SANTE	45	48,3	50,1	53,2	56,2
AUTRES SERVICES	477,3	514,7	539,6	597	647,5
ADMINISTRATION PUBLIQUE	675,5	738,7	759,5	810	868,8
ADMINISTRATION	266,7	296,5	298,7	321,3	345,4
TAXES	408,8	442,3	460,8	488,7	523,3
PIB	3 342,7	3 472,7	3 725,4	4 023,7	4 364,3
Consommation Finale	3 052,5	3 230,1	3 450,9	3 692,9	3 945,4
Privée	2 557,6	2 839,7	3 055,1	3 259,2	3 476,9
Publique	494,9	390,4	395,7	433,8	468,5
FBCF	762,1	798,8	851,9	925	1 029,30
Publique	204,6	276,3	311,4	343,5	392
Privée	557,5	522,5	540,5	581,5	637,2
Variation de stocks	-148,8	-217,4	-124,7	-119,5	-81,8
Balance des biens & services	-323,2	-338,8	-447,8	-474,7	-528,6
Exportations	1 027,1	1 057,8	1 071,8	1 142,5	1 215,4
Importations	-1 350,3	-1 396,6	-1 524,5	-1 617,2	-1 744,0
Total emplois du PIB	3 342,7	3 472,7	3 725,4	4 023,7	4 364,3

Tableau 3 : Déflateur de la valeur ajoutée par branche d'activité

	2001	2002	2003	2004 rev	2005 proj
PRIMAIRE	-1,9	2	0,7	1,2	1,3
AGRICULTURE	-0,4	0,4	0,7	1,5	1,2
ELEVAGE ET CHASSE	0,2	3,4	0,6	0,5	1,6
SYLVICULTURE	2	2,2	0,6	0,6	0,8
PECHE	-15,9	4,6	2,7	2,1	2,3
SECONDAIRE	0,9	0,8	0,8	2,4	2,4
ACTIVITES EXTRACTIVES	-3,4	-11,9	-6,3	2,9	2,7
FABRICATION DE CORPS GRAS ALIMENTAIRE				2	2
ENERGIE	2,7	4,9	2	4	3
AUTRES INDUSTRIES	1,4	2,2	1,1	1,5	2
BTP MATERIAUX DE CONSTRUCTION	12,5	0,3	0,1	1,3	2
TERTIAIRE	0,5	1,9	0,9	2	2
COMMERCE	-1,5	1,3	1,8	0,7	1,4
TRANSPORT TELECOMMUNICATION	-3,3	1,7	1,8	2	1,3
EDUCATION	2,5	2,1	1,1	4	4
SANTÉ	1,7	2,1	1,8	2,1	1,6
AUTRES SERVICES	2,2	3,1	0,6	3,4	3
ADMINISTRATION PUBLIQUE	-0,1	12,7	1,1	1,4	1,8
ADMINISTRATION	-0,1	10,7	2,4	2,1	2
TAXES	0	4,7	0,3	1	1,7
PIB	0	2,7	0,9	1,9	2
Consommation Finale	0,9	2,7	0,9	1,6	1,6
Privée	0,6	1,6	1	1,6	1,6
Publique	3	11,7	0,6	1,5	1,9
FBCF	5,9	2,7	0,9	1,2	1,7
Publique	5,9	2,7	0,9	1,2	1,9
Privée	5,9	2,7	0,9	1,3	1,6
Balance des biens & services:					
Exportations	5,5	-2,1	-2,3	2,1	2
Importations	8,7	-2,7	4,6	4	3

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (Version provisoire)

	2002	2003	2004	2005
	Réal.	Réal.	REV	Proj.
1. Recettes totales et dons	726,7	797,6	852,7	922,4
1.1 Recettes budgétaires	664,6	720	771,6	841,1
Recettes fiscales	629,2	676,9	736,2	802,2
Recettes non fiscales	35,4	43,1	35,4	38,9
1.2 Dons	62,1	77,5	81,1	81,33
Budgétaires	1,9	17,4	18,5	14,8
En capital	60,2	60,1	62,6	66,6
2. Dépenses totales et prêts (net)	730,3	850,1	950,8	1049,8
2.1 Dépenses courantes	478,2	529,5	561,5	600,4
Traitements et salaires	199,4	203,7	223,9	247,3
Intérêts sur la dette publique	39,8	44,6	46,6	43,3
Extérieure	35,4	40	38,9	37,9
Intérieure	4,4	4,6	7,7	5,4
Autres dépenses courantes	239	281,2	291	309,8
Fournitures, entretien et autres		140,9	146,3	157
Transferts et subventions		131,1	129,3	133,6
dont SENELEC et SONACOS		5,7	0	0
Filet social (subvention GPL)		9,2	9,2	9,2
Dépenses courantes PPTE			6,2	10
2.2 Dépenses en capital	275,9	311,4	370,9	422,9
Financement intérieur	147,9	163,2	215,4	279
dont PPTE		1,4	38,7	49,6
Financement extérieur	128	148,2	155,5	143,9
2.3 Prêts nets	-5,6	-6,6	6,3	8
prêts rétrocédés	2,7	2,8	16	16
remboursement des prêts rétrocédés	-8,3	-9,5	-9,7	-8
2.4 Comptes spéciaux et correspondants	-18,2	-11,1	0,8	0
2.5 Dépenses additionnelles PPTE	0	27	0	0
2.6 Coûts temporaires des réformes structurelles	0	0	11,3	18,5
3. Excédent ou déficit (-) base ordonnancement	-3,6	-52,5	-98,1	-127,4
Dons non compris	-65,7	-130,1	-179,2	-208,7
Excédent ou déficit (-) de base	65	21	-7,7	-48,8
Excédent ou déficit (-) de base (hors PPTE et CTRS)			48,5	29,3
4. Ajustements base caisse	0	0	0	0
Variations des arriérés (réd.=)	0	0	0	0
Intérieurs	0	0	0	0
Extérieurs	0	0	0	0
5. Excédent ou déficit (-) base caisse	-3,6	-52,5	-98,1	-127,4
Dons non compris	-65,7	-130,1	-179,2	-208,7

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Tableau 5 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (suite)

	2002	2003	2004	2005
			Rev	Proj
6. Financement	3,6	52,5	98,1	127,4
6.1. Financement extérieur	68,4	69	127,3	139,3
Tirages	112,7	90,9	122,0	148,6
Trésorerie	42,2	0	13,1	55,3
Prêts projets	70,5	90,9	108,9	93,3
Amortissement	-81	-73,9	-119,2	-127,1
Assistance PPTE	25	20,7	43,6	54
Réechelonnement obtenu	0	0	51,9	51,7
Différé	11,7	23,3	25,6	0
Allègement demandé	0	0	0	0
Autres (bons du Trésor UEMOA)		8	3,4	12,1
6.2 Financement intérieur (I.+II.)	-70,5	-16,5	-29,2	-11,9
I. Financement Bancaire (A+B+C)	-75,3	-42,4	-25,9	2,5
II. Financement non bancaire	4,8	25,8	-3,3	-14,4
Titres d'Etat	-17,3	5,2		
Ressources privatisations	1,1	1,1	1,1	1,1
7. Erreurs et omissions	5,8	0	0	0
8. Ecart de financement	0	0,1	0	0
En % du PIB				
Recettes et dons	20,9	21,4	21,2	21,5
Recettes budgétaires	19,1	19,3	19,2	19,3
Recettes fiscales	18,1	18,2	18,3	18,4
Recettes non fiscales	1	1,2	0,9	0,9
Dépenses totales et prêts (net)	21	22,8	23,6	24,1
Dépenses courantes	13,8	14,2	14	13,8
Traitements et salaires	5,7	5,5	5,6	5,7
salaires/recettes fiscales	31,7	30,1	30,4	30,8
Intérêts sur la dette publique	1,1	1,2	1,2	1,0
Autres	6,9	7,5	7,2	7,1
Dépenses en capital	7,9	8,4	9,2	9,7
dépenses en capital sur ressources internes/recettes fiscales	23,5	24,1	29,3	34,8
Excédent ou déficit (-) base ordonnancement	-0,1	-1,4	-2,4	-2,9
Dons non compris	-1,9	-3,5	-4,5	-4,8
Excédent ou déficit de base (ordonnements)	1,9	0,6	-0,2	-1,1
(Hors PPTE et CTRS)	2,8	1,5	1,2	0,7

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Tableau 6 : Balance des paiements

(en milliards de FCFA)	2002 déf.	2003 Est.	2004 Proj	2005 Proj
BALANCE DES BIENS	-374,6	-469,9	-484,7	-525,0
EXPORTATIONS FOB	743,4	730,6	775,5	827,8
IMPORTATIONS FOB	1 117,9	1 200,5	1 260,1	1 352,9
SERVICES NETS	-12,7	-13,0	-12,5	-14,3
dont FRET ET ASSURANCE	-150,4	-162,6	-170,7	-183,3
REVENUS NETS	-90,6	-79,1	-85,2	-87,2
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	-47,5	-45,7	-44,0	-42,8
TRANSFERTS COURANTS	257,0	308,3	319,2	322,6
PRIVES	192,2	241,0	252,4	262,8
PUBLICS	64,8	67,3	66,8	59,8
TRANSACTIONS COURANTES	-220,9	-253,8	-263,3	-303,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	311,2	301,1	384,1	386,0
COMPTE DE CAPITAL	88,5	87,4	113,1	128,1
TRANSFERTS DE CAPITAL	88,5	87,6	113,1	128,1
PRIVES	5,9	6,8	7,1	7,5
PUBLICS	82,5	80,8	106,0	120,6
Acquisitions / cessions d'actifs financiers non produits	0,0	-0,2		
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BCEAO)	222,7	213,7	271,0	257,9
- CAPITAUX PUBLICS (titres d'Etat 5 % - 2006 inclus)	50,5	42,3	71,3	87,1
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-11,4	3,6	3,4	4,9
AUTRES INVESTISSEMENTS	61,9	38,7	67,9	82,2
dont TIRAGES (Financement exceptionnel inclus)	175,6	160,9	167,0	195,3
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-112,6	-113,2	-86,6	-95,7
- CAPITAUX PRIVES	172,2	171,5	199,7	170,8
INVESTISSEMENTS DIRECTS	30,6	29,0	61,5	62,5
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	13,5	9,2	7,1	6,6
AUTRES INVESTISSEMENTS	128,1	133,2	131,0	101,6
Dont contre partie cession billets FF	35,6			
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	21,2	8,7		
SOLDE GLOBAL	111,5	56,0	120,8	82,1
CONTREPARTIE DES REEVALUATIONS			7,7	
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS				
NETS	-111,7	-56,0	-128,5	-82,1
- BANQUE CENTRALE	-68,0	-30,4	-143,0	-72,1
- BANQUES DE DEPOTS	-43,7	-25,6	14,5	-10,0
PIB (Pour Mémoire)	3 472,7	3 725,4	4 023,7	4 364,3
CC 5ème édition / PIB	-6,4%	-6,8%	-6,5%	-7,0%
CCHD	-287,7	-325,9	-335,0	-368,7
CCHD / PIB	-8,3%	-8,7%	-8,3%	-8,4%

## DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE

Tableau 7 : Situation monétaire

	Déc. 2002	Déc. 2003	12/04	12/05
			Proj.	Proj.
AVOIRS EXTERIEURS NETS	296,8	386,5	515,0	597,1
* Banque Centrale	137,7	187,3	330,3	402,4
Avoirs extérieurs bruts	403,7	413,0	509,7	563,4
Engagements extérieurs bruts	266,0	225,7	179,4	161,0
* Banques Commerciales	159,1	199,2	184,7	194,7
Avoirs extérieurs bruts	226,2	254,8	263,6	273,6
Engagements extérieurs bruts	67,1	55,6	78,9	78,9
CREDIT INTERIEUR	792,9	848,8	883,3	945,8
Position nette du gouvernement	106,5	64,2	26,3	23,8
Crédits à l'économie	686,4	784,6	857,0	922,0
crédits de campagne	0,9	3,6	2,5	2,2
crédits douteux et litigieux	33,0	14,9	14,8	15,9
MASSE MONETAIRE	974,1	1116,3	1290,8	1435,4
Circulation fiduciaire	192,6	173,2	197,2	219,3
Dépôts en banques	776,2	934,7	1080,5	1203,0
. organismes publics	25,3	50,6	75,9	84,5
. autres	750,9	884,1	1004,6	1118,5
Dépôts en CCP	5,3	8,4	13,1	13,1
AUTRES ELEMENTS NETS	115,6	119,0	107,5	107,5